



Nouvelles du conflit israélo-palestinien

1-15 mars

Annonce de l'accord sur l'établissement du gouvernement palestinien d'union nationale...



Abu Mazen et Ismail Haniya annoncent la nouvelle (Site Internet du Hamas, 15 mars)

...et poursuite des tirs de roquettes depuis la bande de Gaza, malgré une certaine diminution.



Le Jihad Islamique Palestinien tire des roquettes sur Ashqelon (Télévision Al-Jazeera, 1er mars)

Sommaire

Aperçu général

Evénements importants

Données statistiques

Sommet Olmert-Abu Mazen

Scène interne palestinienne

Aperçu général

- Sur la scène interne palestinienne, le principal événement de cette période a été l'accord conclu entre le Président palestinien Abu Mazen et le Premier ministre du Hamas Ismail Haniya sur l'établissement d'un gouvernement palestinien d'union nationale fondé sur l'Accord de La Mecque du 9 février. Le nouveau gouvernement a prêté serment le 17 mars.
- Une étude préliminaire de la plate-forme politique du nouveau gouvernement montre qu'elle s'appuie ouvertement sur l'idéologie du Hamas, en dépit des acrobaties rhétoriques des rédacteurs du document. Une lecture attentive montre que deux des requêtes fondamentales d'Israël et du Quartet n'ont pas été respectées :

- ❁ **L'engagement de renoncer à la violence et au terrorisme** : la plate-forme qualifie la "résistance" (cf., la violence et le terrorisme) de "**droit légitime**" des Palestiniens, qui ne sera abandonné que lorsque toutes les requêtes palestiniennes auront été respectées, y compris le droit du retour.
- ❁ **Reconnaissance du droit de l'Etat d'Israël à exister** : il n'est fait aucune mention du droit d'Israël à exister (pas même dans les frontières de 1967) ni du concept de deux Etats pour deux peuples comme base de négociations entre Israël et les Palestiniens. La plate-forme contient par contre des requêtes considérables, comme le retour des réfugiés à leurs terres et à leurs biens.

Evénements importants

Tirs de roquettes sur Israël

- Lors des deux premières semaines du mois de Mars dernier, le nombre de roquettes tirées sur Israël depuis la bande de Gaza a diminué, avec 12 engins identifiés. Le 6 mars, une roquette de longue portée s'est abattue sur la zone industrielle d'Ashqelon. Quatre personnes ont été traitées pour choc et un bâtiment a été endommagé. Le Jihad Islamique Palestinien a revendiqué la responsabilité de l'incident (Quotidien palestinien Nidaa al-Quds, 6 mars)

Attentat à l'arme blanche déjoué à Hébron

- Le 11 mars, les forces israéliennes de sécurité en poste à l'entrée du Caveau des Patriarches à Hébron ont arrêté une Palestinienne de 23 ans de Tulkarem en possession d'un couteau de 25 cm. Lors de son interrogatoire, elle a reconnu qu'elle prévoyait de poignarder des soldats israéliens au point de passage.

Raid des forces israéliennes de sécurité au siège des renseignements militaires palestiniens à Ramallah

- Le 4 mars, une unité de Tsahal a effectué un raid dans les locaux des renseignements militaires palestiniens à Ramallah. 18 membres du Fatah y ont été appréhendés, tous recherchés pour leur implication dans des activités terroristes. Les individus y avaient trouvé refuge depuis longtemps. Des armes ont également été trouvées sur place. Depuis ces dernières années, les terroristes palestiniens ont fréquemment recours aux bâtiments de l'appareil sécuritaire de l'Autorité Palestinienne pour se cacher. Ces locaux servent également de base aux terroristes pour effectuer leurs attaques. L'AP n'a pas répondu aux demandes incessantes d'Israël d'interdire aux terroristes recherchés de trouver refuge dans ses bâtiments et de les remettre aux forces israéliennes de sécurité (porte-parole de Tsahal, 7 mars).



**Armes saisies lors du raid de Tsahal à Ramallah
(Photo : bureau du porte-parole de Tsahal, 7 mars)**

Arrestation d'un ferrailleur qui vendait des tuyaux aux fabricants de roquettes

- Le 6 février dernier, les forces israéliennes de sécurité ont arrêté Omar **Muhammad Mustafa Zaq**, un ferrailleur de la bande de Gaza. Zaq vendait des tuyaux, du fer et autres métaux à des terroristes de la bande de Gaza, qui s'en servaient pour fabriquer des roquettes. Les matériaux entraient dans la bande de Gaza *via* le terminal d'Erez et étaient prévus, officiellement à l'origine, pour un usage civil (Rapport des services de sécurité générale, 4 mars).



**Tuyaux interdits d'entrée dans la bande de Gaza
(Services de sécurité générale, March 4)**

Liban

Saisie d'armes destinées au FPLP-CG

- La chaîne libanaise de télévision NTV a diffusé les images de missiles antiaériens SAM 7 saisis par les forces libanaises de sécurité dans la région de Nabatiyeh au Sud-Liban. Les engins ont été saisis suite à des renseignements obtenus par l'armée libanaise sur un trafiquant d'armes opérant dans le secteur. Le trafiquant, qui était en route pour Na'ame (Sud de Beyrouth), était en possession d'une importante quantité d'armes et se préparait à les transmettre à l'organisation terroriste palestinienne pro-syrienne FPLP-CG Ahmad Jibril.



Les armes saisies par les forces libanaises de sécurité (NTV, 2 mars)

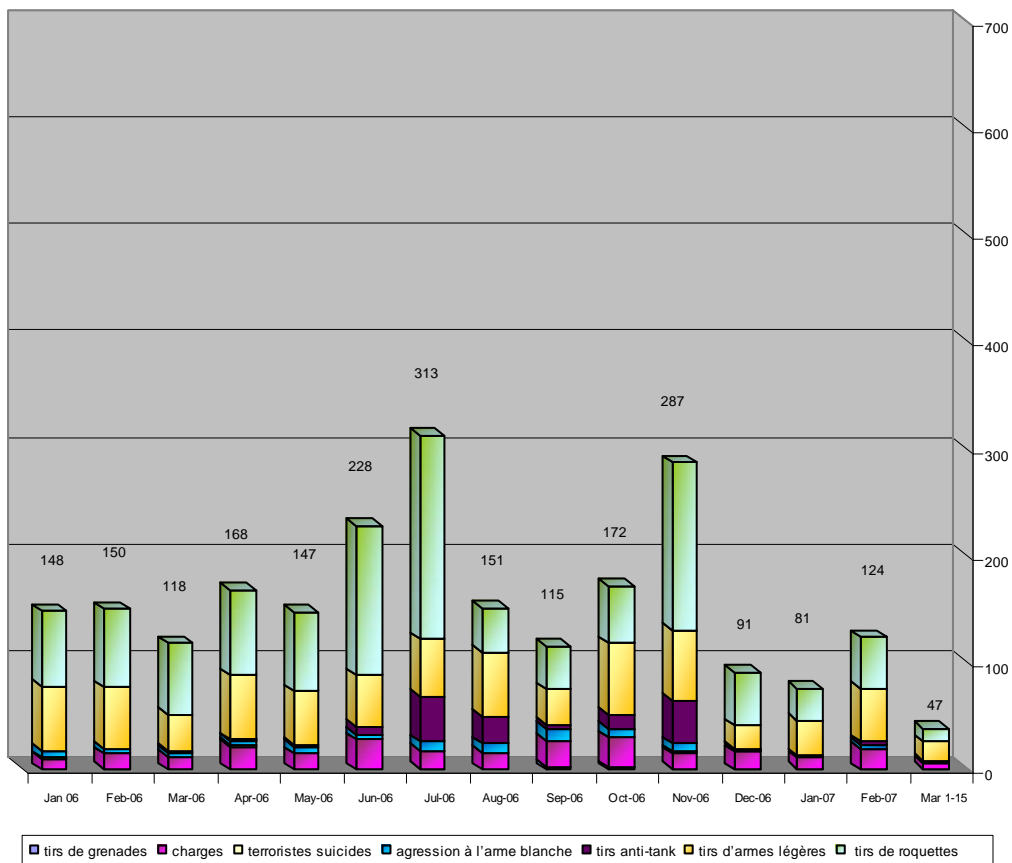
Arrestation d'une cellule du jihad mondial

- Les forces libanaises de sécurité ont découvert un dépôt d'armes et d'explosifs dans le quartier d'Ashrafiya de Beyrouth. Ils ont également arrêté huit hommes appartenant à un groupe islamique palestinien radical appelé **Fatah al-Islam**, lié au jihad mondial. Les individus arrêtés sont soupçonnés d'avoir récemment commis une attaque à Ain Alaq (au Nord-Est de Beyrouth), dans laquelle trois personnes ont été tuées et plusieurs dizaines ont été blessées. Durant leur interrogatoire, ils ont reconnu avoir planifié de commettre d'autres attentats, y compris des assassinats politiques et des attaques contre les forces de la FINUL au Sud-Liban (Télévision Al-Arabiya, 13 mars).

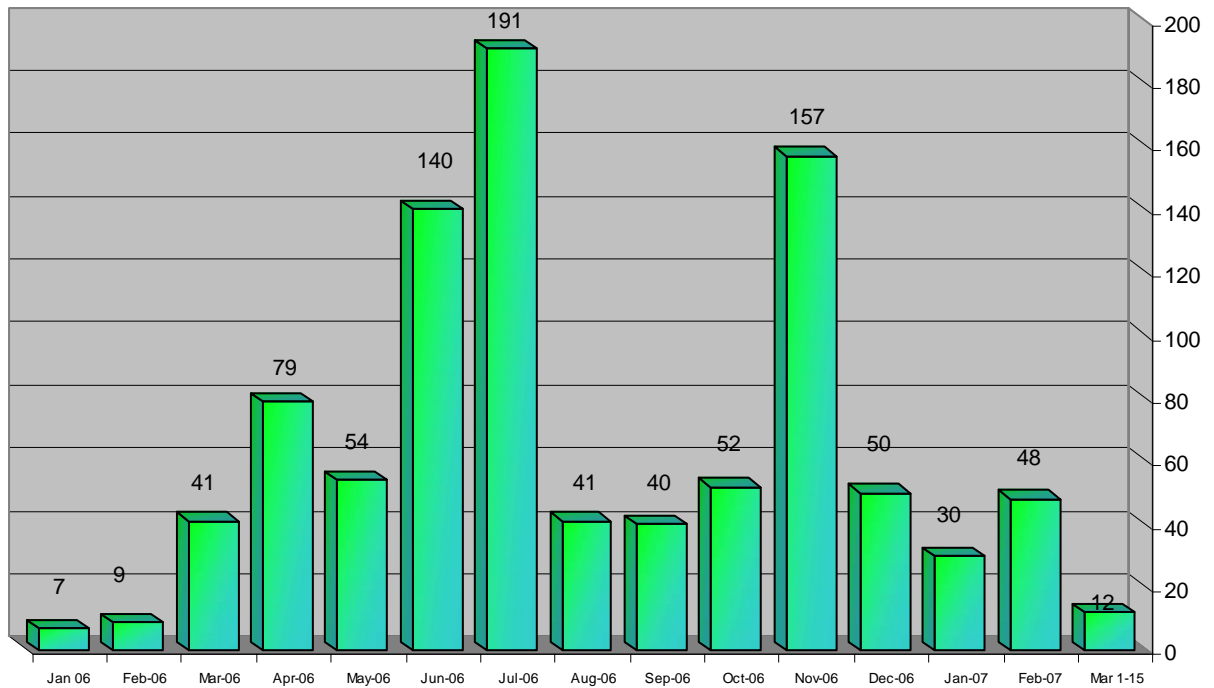
- Selon des sources palestiniennes, Fatah al-Islam n'est pas une organisation palestinienne. Abbas Zaki, représentant de l'OLP au Liban, a déclaré que le groupe baptisé Fatah al-Islam n'avait aucun lien palestinien et a condamné toute ingérence dans les affaires internes libanaises (Télévision LBC, 13 mars).

Données statistiques

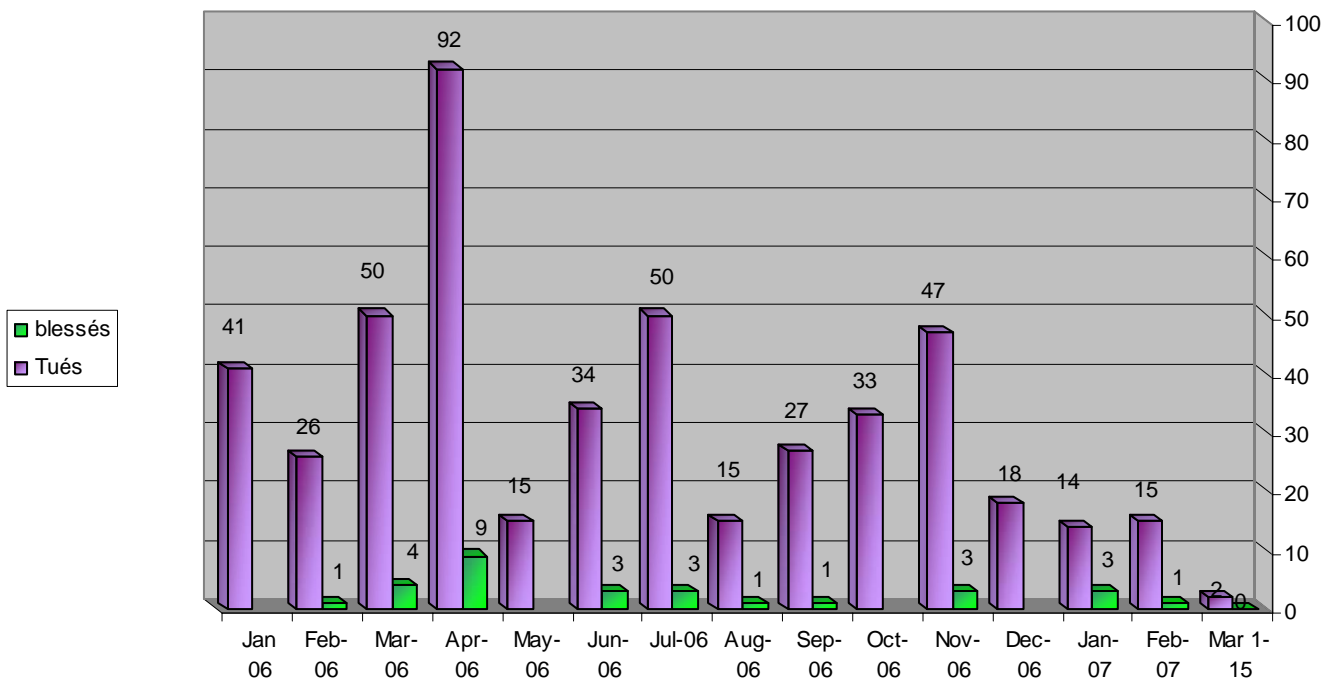
Répartition mensuelle des attaques



Répartition mensuelle des tirs de roquettes



Victimes israéliennes, par division mensuelle



Sommet Olmert – Abu Mazen

- Le Premier ministre israélien Ehud Olmert et le Président de l'Autorité Palestinienne Abu Mazen se sont rencontrés à la résidence du chef du gouvernement à Jérusalem. Les deux dirigeants ont discuté des développements politiques liés à l'Accord de La Mecque, de la libération du soldat israélien détenu en otage Gilad Shalit et de nouvelles mesures visant à alléger les conditions de la population palestinienne. Les deux parties se sont mises d'accord sur le fait que l'initiative saoudienne puisse servir de base à des négociations israélo-palestiniennes et à l'application de la Feuille de route.¹ Les deux dirigeants ont accepté de se rencontrer à nouveau prochainement (Ynet, 11 mars).



Le sommet Olmert-Abu Mazen (Télévision palestinienne, 11 mars)

¹ L'initiative saoudienne est en fait l'annonce du résumé des accords conclus au Sommet arabe du 28 mars 2002. Elle comprend le retrait d'Israël aux frontières du 4 juin 1967, une solution pour les réfugiés selon la Résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU et l'établissement d'un Etat palestinien indépendant ayant pour capitale Jérusalem-Est. En échange, les pays arabes seront prêts à réexaminer le conflit arabo-israélien et à signer des accords de paix avec Israël.

Scène interne palestinienne

Accord sur un gouvernement palestinien d'union nationale

- Après des négociations de plusieurs semaines, le Premier ministre du Hamas Ismail Haniya et le Président de l'AP Abu Mazen se sont entendus sur les détails visant à l'établissement d'un gouvernement palestinien d'union nationale basé sur l'Accord de La Mecque du 9 février 2007. Le conseil législatif palestinien a accordé son vote de confiance au gouvernement et ses membres ont prêté serment le samedi 17 mars.

- La plate-forme du futur gouvernement palestinien traite des points suivants : la politique, l'“occupation [israélienne],” la sécurité interne palestinienne, le système juridique palestinien, “le système de valeur palestinien,” la situation économique, les réformes de l'AP et les relations internationales. Voici les principaux points de la plate-forme du gouvernement palestinien d'union nationale **liés au conflit avec Israël**, selon la **première version** envoyée aux diverses factions avant le vote de confiance. La plate-forme a également été diffusée sur le site Internet du Hamas et sur le site Palmedia, proche de l'organisation (15 mars) :
 - ✿ La clé de la sécurité et de la stabilité régionale est la fin de l'“occupation israélienne” des “territoires palestiniens,” et la reconnaissance du droit du peuple palestinien à l'autodétermination [le terme “territoires palestiniens” est délibérément indéfini et aucune mention n'est faite aux frontières de 1967].
 - ✿ Le gouvernement est astreint à protéger les intérêts nationaux du peuple palestinien ainsi que le prévoient les précédents conseils nationaux palestiniens et, selon la loi palestinienne, le document de réconciliation nationale (cf., le document des prisonniers) ainsi que les décisions des comités des sommets arabes. Selon la plate-forme, “le gouvernement honore les décisions internationales légitimes et les

accords signés par l'OLP"² (Paragraphe 2 de la section politique) [la plate-forme utilise le terme "honore" et **non** "s'engage à accepter"].

✿ Le gouvernement rejette l'idée de l'établissement d'un Etat palestinien dans des frontières temporaires puisque cela réduirait les droits légitimes du peuple palestinien. **Le gouvernement s'impose à appliquer le droit des réfugiés palestiniens à retrouver leurs terres et leurs biens** (Paragraphe 3 et 4 de la section politique).

✿ **Le gouvernement souligne que la "résistance" [cf., les violences et le terrorisme] est le droit légitime du peuple palestinien**, tel qu'assuré par toutes les conventions internationales.³ La position du gouvernement est que la "résistance" ne sera abandonnée qu'avec "la fin de l'occupation et la réalisation de la liberté, du retour [cf., le retour des réfugiés] et de l'indépendance" (Paragraphe 2 de la section portant sur l'"occupation [israélienne]") [cf., les violences et le terrorisme ne cesseront qu'après l'élimination de l'Etat d'Israël].

✿ **Le gouvernement agira afin de prôner une trêve dans les heurts** entre les deux parties en échange de l'engagement d'Israël à cesser ses "actes d'occupation," cf., la fin des éliminations ciblées, des arrestations et des raids dans les villes palestiniennes, le démantèlement de la barrière de sécurité ("la barrière raciste"), la fin de la limitation de la liberté de mouvement et la libération des prisonniers palestiniens détenus par Israël. [cf., les Palestiniens ont le droit de commettre des actes de violence et de terrorisme (de "résistance"), mais la plate-forme demande à Israël de cesser ses activités de contre-terrorisme.]

✿ **L'OLP et le Président de l'AP [Abu Mazen] sont autorisés à mener des négociations avec Israël.** Chaque accord significatif conclu lors de ces négociations sera soumis au nouveau conseil national palestinien pour ratification,

² La formulation est similaire à l'Accord de La Mecque, dans lequel Abu Mazen a appelé Ismail Haniya à respecter les décisions internationales et les accords signés par l'OLP, y compris les décisions des précédents conseils nationaux palestiniens, le document des prisonniers et les décisions des sommets arabes. A ce sujet, voir l'article du 12 février intitulé "Principaux points de l'Accord de La Mecque sur la formation d'un gouvernement palestinien d'union nationale et analyse de sa signification," à l'adresse http://www.terrorism-info.org.il/malam_multimedia/fr_n/pdf/mecca_accord_f.pdf.

³ Les organisations terroristes palestiniennes se réfèrent à leurs attaques, y compris aux attentats suicides visant des civils, comme à des activités de "résistance." Le droit international est opposé à de telles attaques. Une des principales requêtes de la communauté internationale imposée au gouvernement du Hamas est de mettre un terme aux violences et au terrorisme.

ou un référendum sera organisé parmi le public palestinien dans l'AP et en-dehors (Paragraphe 4 de la section portant sur l'“occupation [israélienne]”).

Première analyse des paragraphes traitant du conflit arabo-israélien

■ Le principal objectif du gouvernement palestinien d'union nationale est de mettre un terme aux affrontements violents et à l'anarchie en cours dans l'AP depuis l'année dernière, tout en permettant la formation d'un gouvernement palestinien stable et fonctionnel. Bien que le Hamas continue de contrôler le gouvernement, il a accepté de renoncer à plusieurs portefeuilles clés et à les voir attribués à des individus considérés comme “indépendants,” ainsi qu'à donner au Fatah des Ministères moins importants. Au niveau politique et idéologique, l'influence du Hamas est évidente en ce que le nouveau gouvernement poursuit sa politique de violence et de terrorisme et refuse de reconnaître le droit de l'Etat d'Israël à exister.

■ Au sujet du conflit palestino-israélien, une première analyse de la plate-forme (de la première version informelle) met en valeur les acrobaties rhétoriques et les contradictions internes qui visent à combler le fossé séparant le Hamas et Abu Mazen. Il y a également une tentative évidente de mettre un terme aux pressions politiques et économiques exercées par la communauté internationale sur le nouveau gouvernement et de rassurer les supporters du Hamas dans les territoires administrés par l'AP, ainsi que l'Iran et la Syrie, qui soutiennent tous deux le Hamas.

■ En dépit d'un langage emberlificoté, **il est clair que les deux demandes minimales imposées par Israël et le Quartet ne sont pas respectées par la plate-forme du nouveau gouvernement** :⁴

✿ **La fin des violences et du terrorisme** : la “résistance” (cf., les violences et le terrorisme) est définie par la plate-forme comme le “droit légitime” des Palestiniens, qui ne cessera que lorsque toutes les demandes palestiniennes auront

⁴ Les porte-parole du Hamas, dont Khaled Mashaal, le chef du bureau politique, ont clairement déclaré que le Hamas n'avait aucune intention de renoncer à la “résistance” et de reconnaître Israël.

été honorées, y compris les plus radicales, dont le droit au retour des réfugiés palestiniens.

✿ **La reconnaissance du droit à l'existence de l'Etat d'Israël** : La plate-forme du nouveau gouvernement détaille les requêtes palestiniennes imposées à Israël (et à la communauté internationale) : la libération des prisonniers, la “fin de l'occupation” [qui peut être comprise comme l’“occupation” de toute la Palestine, donc comprenant également Israël] et le retour des réfugiés palestiniens à leurs terres et à leurs biens. Toutefois, elle ne reconnaît pas le droit à l'existence de l'Etat d'Israël (pas même dans les frontières de 1967) et ne fait pas référence au concept de deux Etats pour deux peuples comme base de négociations entre Israël et les Palestiniens.

■ **De plus, la plate-forme complique la capacité d'Abu Mazen de conclure des accords avec Israël, et donne au Hamas la possibilité de saboter les accords signés par Abu Mazen.** Alors qu'elle prévoit que l'OLP et Abu Mazen ont autorité pour mener des négociations avec Israël, le programme prévoit également que tout accord doit être ratifié par le “nouveau conseil national palestinien” ou qu'un référendum soit organisé, incluant les Palestiniens vivant dans les territoires administrés par l'AP et à l'étranger (les réfugiés palestiniens vivant dans les pays arabes, qui s'opposeraient sans doute à tout accord n'incluant pas leur retour en Israël).

Formation du gouvernement

■ Les trois principaux portefeuilles ministériels seront attribués à des “indépendants” n'appartenant pas officiellement au Fatah ou au Hamas. Le **Ministre des Affaires étrangères** devrait être Ziyad Abu Amre, le **Ministre des Finances** Salam Fayyadh (indépendant ayant occupé cette fonction, et admis par les Etats-Unis) et le **Ministre de l'Intérieur** Hani al-Qawasmi.

■ Le poste de Ministre de l'Intérieur (Ministère qui contrôle une grande partie des forces de sécurité) a été un sujet de discordes dans les négociations entre Abu Mazen et le Hamas. Le

candidat le mieux placé est Hani Talab al-Qawasmi, né dans la bande de Gaza en 1958 dont la famille est originaire de Hébron. Il a effectué ses études primaires et secondaires dans la bande de Gaza avant d'étudier le droit à l'Université du Caire. Il a travaillé au cabinet du juge chargé des tribunaux islamiques, puis a été nommé responsable du département des affaires administratives du Ministère de l'Intérieur.



Hani Talab al-Qawasmi (Pal-media, 14 mars)

Reprises des heurts violents

- Entre la signature de l'Accord de La Mecque et l'annonce de l'établissement du gouvernement d'union nationale, les heurts se sont renouvelés entre le Hamas et le Fatah dans la bande de Gaza. L'incident le plus important a été l'assassinat de Muhammad Kafarneh, responsables des Brigades Izzedine al-Qassam, tué dans des échanges de tirs avec des membres du Fatah à Beit Hanoun au Nord de la bande de Gaza le 11 mars.
- Suite à sa mort, des heurts violents ont éclaté entre des membres de la Force Exécutive (et la branche opération du Hamas d'un côté) et du Fatah (et des forces nationales de sécurité). En parallèle, la guerre de propagande qui opposent les parties rivales a repris, chacune accusant l'autre d'être responsable des violences et de tenter de torpiller l'Accord de La Mecque.

Enlèvement d'un correspondant de la BBC à Gaza

- Alan Johnston, correspondant de la BBC qui couvre l'AP depuis trois ans, a été enlevé à Gaza par quatre individus armés qui lui ont tendu une embuscade. Johnston a

apparemment été kidnappé dans le cadre des querelles intestines qui opposent les groupes rivaux, afin de servir de monnaie d'échange dans leurs négociations avec l'AP. Ismail Haniya a parlé avec le responsable de la BBC pour le Moyen-Orient et lui a assuré que les forces palestiniennes de sécurité étaient à la recherche du journaliste (Site Internet Nidaa al-Quds, 13 mars)

Tournée de Khaled Mashaal

- Khaled Mashaal, le responsable du bureau politique du Hamas, basé à Damas, poursuit sa tournée internationale afin de plébisciter l'Accord de La Mecque. Durant sa visite en Iran, le Président Ahmadinejad l'a appelé à mettre un terme aux luttes intestines qui secouent l'AP et à poursuivre la “résistance” (cf., les violences et le terrorisme) contre Israël (Reuters, March 6). **Mashaal a rappelé que le Hamas n'avait pas abandonné la “résistance” et que le mouvement n'était pas engagé à cesser les tirs de roquettes contre les localités israéliennes du Néguev occidental.**
- De Téhéran, Khaled Mashaal s'est rendu au Yémen le 10 mars, où il a rencontré le Président et le Premier ministre yéménites.



Gauche : Khaled Mashaal et Ahmadinejad (Télévision Al-'Alam, 6 mars); Droite : Khaled Mashaal et le Président yéménite (Agence de Presse Yéménite, 10 mars)

Le Hamas appelle à prendre des soldats israéliens en otages

■ Lors d'une réunion du *Wa'ed*, l'association des anciens prisonniers, organisée dans une mosquée de Khan Yunis, **Fathi Hamad**, député du Hamas au Conseil législatif palestinien, a **appelé à enlever des soldats israéliens pour contraindre Israël à libérer des prisonniers palestiniens**. Il a déclaré que l'enlèvement du soldat Gilad Shalit avait profondément choqué Israël (Agence de Presse Ma'an, 9 mars). Ses propos, ajoutés à la récente tentative d'une cellule du Hamas d'enlever des civils israéliens au carrefour Eli au Nord de Ramallah,⁵ prouvent que pour le Hamas, les enlèvements sont "justifiés" et que de futures tentatives pourraient avoir lieu, alors que les négociations pour la libération de Gilad Shalit, enlevé à Kerem Shalom neuf mois plus tôt, sont toujours en cours.

⁵ A ce sujet, voir l'article du 13 mars intitulé "Nouvelle tentative d'enlèvement d'Israéliens : arrestation de trois membres du Hamas, auteurs d'une tentative d'enlèvement au carrefour 'Eli (Nord de Jérusalem)," à l'adresse http://www.terrorism-info.org.il/malam_multimedia/fr_n/pdf/ct_f12mar07.pdf.